



**C\_2016\_061**

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

**SÉANCE DU JEUDI 19 MAI 2016**

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Sports

*L'an deux mille seize le dix neuf mai à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	57

**Objet de la  
délibération:  
Draguignan -  
Construction du  
gymnase Chabran -  
Cession de parcelle**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Christine NICCOLETTI, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Jacques LECOINTE pouvoir à Alain CAYMARIS, Bernard CHILINI pouvoir à Daniel MARIA, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Jean-Pierre MOMBAZET pouvoir à Nicole FANELLI, Michèle PELASSY pouvoir à Régis ROUX, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

**ABSENT(S) :**

Gilbert BOUZEREAU, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR :** Monsieur Claude PIANETTI

Transmis le : ..24..MAI 2016

**Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982**

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a acquis, par acte du 6 décembre 2012, de la Société d'Economie Mixte de Construction de Draguignan (SAIEM), la parcelle cadastrée section AE n°335 sise ZAC Chabran, lot n°7, pour un montant de 456 000 €.

Cette parcelle, d'une contenance totale de 2 966 m<sup>2</sup>, est destinée à recevoir le gymnase régional en cours de construction, pour les besoins du lycée Jean Moulin, mais aussi pour nos besoins propres.

En effet, par délibération en date du 2 avril 2015 n°2015-0223, le Conseil d'agglomération a approuvé la signature de conventions de partenariat avec le Conseil régional afin que la CAD soit associée au projet de construction, en bénéficiant d'équipements spécifiques, et puisse disposer gratuitement du gymnase en dehors du temps scolaire.

Ainsi, en contrepartie de cette mise à disposition à titre gratuit, la CAD participe au financement du projet de deux façons : D'une part, en cédant à l'euro symbolique le terrain au Conseil régional, d'autre part, en participant financièrement à la construction à hauteur de 583 200 €.

S'agissant des frais de fonctionnement, ils seront répartis entre les différents utilisateurs dans le cadre d'une convention tripartite.

Il est à noter que la parcelle concernée sera cédée au Conseil régional après avoir éventuellement fait l'objet d'un découpage pour cession, si nécessaire, au profit de la commune de Draguignan.

En effet, en cours de travaux, il est possible qu'une partie de la parcelle AE n°335 soit détachée au sud-ouest pour incorporation dans le domaine public communal.

Ce détachement ne pourra pas dépasser 10 % de la superficie totale de la parcelle soit au maximum 296 m<sup>2</sup>, et sera lié à la finalisation de l'aménagement du chemin public au droit de la parcelle.

Par application de l'article L1311-9 du code général des collectivités territoriales, France Domaine a évalué la présente cession à 456 000 € (*quatre cent cinquante six mille euros*), dans son avis n°2015-050-V2153, rendu le 1er décembre 2015.

Toutefois, considérant la contrepartie en nature dont la CAD va bénéficier directement pendant au moins dix ans, la cession à l'euro symbolique est justifiée et compensée.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission des sports du 2 mai 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser la cession au Conseil régional par la CAD de la parcelle cadastrée section AE n°335 sur le territoire de la commune de Draguignan d'une contenance de 2 966 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique ;
- autoriser, si nécessaire, la cession à titre gratuit au profit de la commune de Draguignan, d'une partie de la parcelle AE n°335 ne pouvant excéder 10% de la superficie totale ;
- dire que le Conseil régional aura à sa charge la rédaction de l'acte la concernant, ainsi que l'ensemble des frais afférents à cet acte ;
- dire que la commune de Draguignan aura à sa charge la rédaction de l'acte de cession au profit du domaine public, la concernant, si cela était nécessaire ainsi que l'ensemble des frais afférents, y compris les frais de division ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et document afférent à cette opération.

Envoyé en préfecture le 24/05/2016

Reçu en préfecture le 24/05/2016

Affiché le **24 MAI 2016**

ID : 083-248300493-20160524-C\_2016\_061-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 19 mai 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.